

BRÈVES ÉCONOMIQUES Tunisie & Libye

Une publication du Service Economique Régional de Tunis
Semaine du 08 décembre 2025

Tunisie – Zoom sur la balance des paiements 2024

La Banque Centrale de Tunisie (BCT) a publié, les 4 et 9 décembre 2025, ses rapports annuels relatifs à la [balance des paiements](#) et à la [dette extérieure](#) de la Tunisie, qui détaillent l'évolution des comptes extérieurs pour l'année 2024. Celle-ci a été marquée par une atténuation des pressions extérieures, portée par la réduction du déficit courant et le dynamisme des IDE, alors que l'endettement extérieur de l'Etat a diminué dans un contexte de risque souverain élevé.

CHIFFRE A RETENIR

1,6% du PIB

Le déficit courant de la Tunisie en 2024 selon la BCT

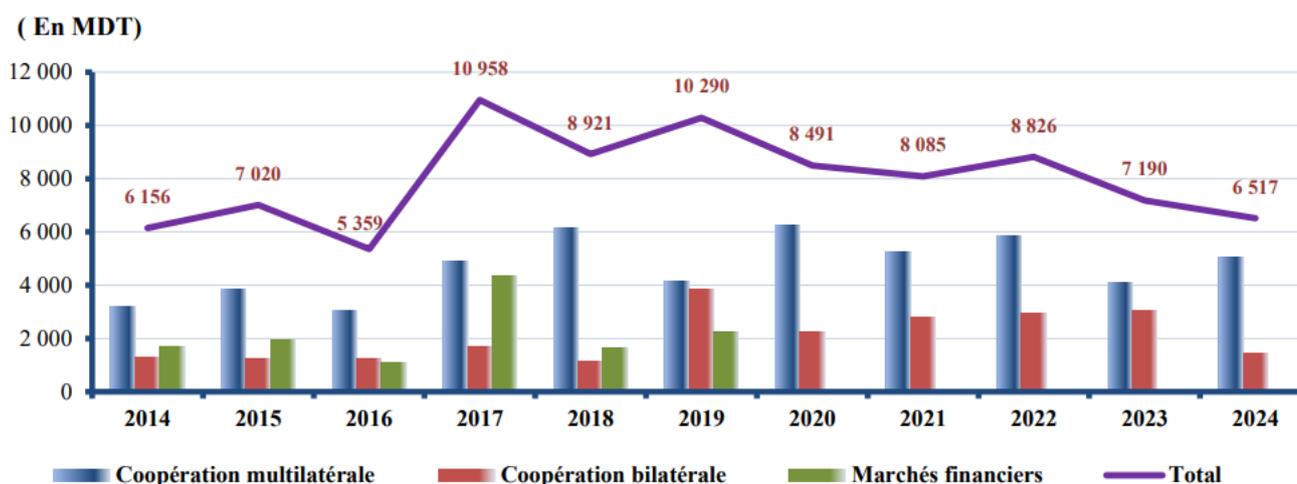
En 2024, la réduction du déficit courant a permis de ramener le besoin de financement de l'économie à 1% du PIB. Le déficit courant s'est établi à 2,6 Mds TND (environ 770 M EUR) en 2024, soit 1,6% du PIB (après 2,3% en 2023 et 8,8% en 2022). Cette amélioration résulte principalement : (i) de la progression de l'excédent du solde des services (22,7 Mds TND, +7,1%), portée par la hausse de l'activité touristique (10,3 M d'entrées, +9,5%), qui s'est traduite par des recettes en devises de 7,6 Mds TND (+9,8%) ; et (ii) de l'augmentation de l'excédent du solde des revenus primaires et secondaires (+51% à 5,1 Mds TND), soutenue par les envois de fonds des Tunisiens résidents à l'étranger (+12,7% à 9,9 Mds TND). En revanche, le déficit commercial FOB-FOB s'est creusé de 8,3% pour atteindre 30,4 Mds TND, malgré des termes de l'échange favorables (hausse du prix de l'huile d'olive ; repli des cours mondiaux des produits de base), en raison notamment du recul de la production nationale d'hydrocarbures, de la contraction des exportations manufacturières (notamment textiles) et du dynamisme des importations de biens de consommation, d'équipement et d'intrants. Le compte de capital, principalement abondé par des dons accordés dans le cadre de la coopération bilatérale, a quant à lui dégagé un excédent de 1 Md TND (soit 0,6% du PIB). En conséquence, le besoin de financement de l'économie s'est établi en 2024 à 1,6 Md TND (environ 475 M EUR), soit environ 1% du PIB (contre 1,5% un an plus tôt).

Ce besoin de financement a été plus que couvert par les entrées nettes d'IDE, ce qui a permis une baisse des tirages externes. Les flux entrants d'investissements directs étrangers (IDE), ont progressé de 13% en 2024 pour atteindre 2,7 Mds TND (environ 800 M EUR, soit 1,7% du PIB), principalement au profit de l'industrie manufacturière (1,8 Md TND, +20%), alors que les flux sortants étaient marginaux, soit un solde global des IDE de 2,2 Mds TND (1,4% du PIB). Hors énergie, les flux entrants d'IDE se sont répartis en 751 projets d'extension et 105 projets de création, (environ 16 000 emplois), soutenus par un stock de 4 100 entreprises à participation étrangère, dont 95% d'origine européenne. À l'inverse, les investissements de portefeuille ont enregistré des flux sortants nets significatifs (4 Mds TND, soit 2,5% du PIB), en lien avec le remboursement d'emprunts obligataires arrivés à échéance, pour un montant total de 3,9 Mds TND (1,1 Md EUR). Le compte des "autres investissements", qui enregistre les tirages et remboursement du principal de la dette externe, affiche en 2024 des flux entrants nets à hauteur de 3,3 Mds TND (2% du PIB). Ce solde s'est toutefois réduit d'un tiers par rapport à 2023, avec

une baisse des tirages d'emprunts externes (-9,4% à 6,5 Mds TND), non sans lien avec la stratégie du "compter sur soi" du gouvernement. Dans l'ensemble, le solde du compte financier a affiché en 2024 une sortie nette de capitaux de 251 M TND (1,3 Md TND en 2023), soit un niveau équivalent à 0,1% du PIB. La différence entre le besoin de financement externe de l'économie (-1,6 Md TND) et le solde du compte financier (-0,2 Md TND) fait apparaître un montant résiduel « opérations d'ajustement, erreurs et omissions nettes » de 1,4 Md TND.

La position extérieure du pays s'est légèrement améliorée sous l'effet combiné de la hausse des actifs extérieurs et du recul de certains passifs. À fin 2024, la position extérieure globale de la Tunisie (i.e. la différence entre les actifs extérieurs des résidents et les engagements envers le reste du monde) affiche un solde débiteur de 233 Mds TND (145% du PIB), en légère baisse par rapport à 2023 (235 Mds TND, soit 156% du PIB). Cette légère réduction s'explique, du côté des passifs, par l'effet conjugué du recul : (i) du stock des investissements de portefeuille (-24,4% à 13 Mds TND) ; (ii) de l'encours de dette extérieure à long terme (-2,6% à 66,2 Mds TND). La structure des créanciers reste dominée par les bailleurs multilatéraux (64% de l'encours), notamment la Banque mondiale (14 Mds TND, 19%), la Bafd (8 Mds TND, 11%) et le FMI (5,3 Mds TND, 7%). Parmi les créanciers bilatéraux, la France demeure le premier partenaire (3,6 Mds TND, près de 5%), suivie de l'Allemagne (3,4 Mds TND, 4,5%) et de l'Arabie saoudite (2,6 Mds TND, 3,5%). Du côté des actifs, les réserves de change ont progressé de 3,6%, à 27,5 Mds TND (8 Mds EUR, soit environ 121 jours d'importations).

Evolution des tirages d'emprunts extérieurs à long-terme de la Tunisie (2014-2024).



Source : Rapport sur la balance des paiements pour l'année 2024 (BCT).

Tunisie

La France investit 4 M EUR pour l'insertion professionnelle de 1 000 jeunes

L'ambassadrice de France en Tunisie Mme Anne Guéguen a annoncé l'investissement par la France de 4 M EUR en soutien au projet « Système national de la nouvelle chance », destiné à renforcer l'insertion sociale et professionnelle de 1 000 jeunes de Sousse et Kairouan exclus des circuits d'études, de formation ou d'emploi.

Mme Anne Guéguen a souligné que ce financement s'inscrivait dans le cadre du partenariat tuniso-français et visait à améliorer les compétences des jeunes et leur accès au marché du travail.

La Tunisie classée parmi les pays à risque intermédiaire pour le blanchiment d'argent selon le Basel ALM

Le Basel Institute on Governance, think tank basé en Suisse et partenaire de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), a récemment publié l'édition 2025 de son [rapport](#) sur la lutte contre le blanchiment d'argent. Ce rapport évalue et classe 177 pays selon leur niveau de risque de blanchiment d'argent. L'indice est construit à partir de 17 indicateurs regroupés en cinq domaines : (i) la qualité du cadre LCB/FT (Lutte Contre le Blanchiment et le Financement du Terrorisme) ; (ii) le risque de corruption et de fraude ; (iii) la transparence financière et le respect des normes internationales ; (iv) la transparence des autorités et la responsabilité ; et (v) la stabilité politique et l'état de droit. Les scores attribués vont de 0 à 10 où 10 correspond au risque maximal. Plus un pays occupe une place élevée dans le classement, plus son niveau de risque est faible. Avec un score de 4,75 en 2025, la Tunisie se situe dans la catégorie des risques intermédiaires (fourchette comprise entre 4,70 et 6,08) et occupe la 119ème place mondiale, en léger recul par rapport à 2024 (106ème mondial et score de 4,77). Cette évolution traduit une

amélioration continue depuis 2020 où le pays occupait encore la 56ème place mondiale pour un score de 5,40. Sur le continent africain, la Tunisie se positionne comme le 4ème pays le mieux noté. En tête du classement figurent le Botswana (151ème mondial), les Seychelles (126ème mondial) et Maurice (123ème mondial). Au Maghreb, la Tunisie présente le niveau de risque de blanchiment le plus faible, devant le Maroc, dont le score a augmenté en 2025 (de 4,94 à 5,04, plaçant le pays au 100ème rang mondial), et l'Algérie, qui continue d'afficher un risque très élevé (15ème rang mondial avec un score de 6,82).

Rencontre à Carthage entre le président Saïed et le premier ministre algérien en marge de la 23ème session de la Haute Commission mixte tuniso-algérienne

Le président de la République, Kaïs Saïed, [a reçu](#) jeudi 11 décembre 2025 au palais de Carthage le premier ministre algérien, Saïfi Ghrib accompagné d'Ahmed Attaf, ministre algérien des Affaires étrangères, ainsi que d'Azouz Baalal, ambassadeur d'Algérie en Tunisie.

Cette rencontre a lieu en marge de la 23ème session de la [Haute Commission mixte tuniso-algérienne](#) qui réunit les gouvernements tunisiens et algériens à Tunis cette semaine. Dans ce cadre, s'est tenu le Forum économique tuniso algérien inauguré jeudi 11 décembre 2025 par les premiers ministres tunisiens et algériens, Sarra Zaafrani Zenzri et Saïfi Ghrib en présence de plusieurs ministres des deux pays ainsi que du président de l'UTICA, Samir Majoul, et de son homologue algérien, Kamel Moula. A cette occasion, Ahmed Attaf ministre des Affaires étrangères algérien, a annoncé une progression significative des échanges commerciaux entre la Tunisie et l'Algérie. Il a fait état d'une hausse de 42% du volume des échanges, désormais portés à 2,3 Mds USD. À l'issue des allocutions, sept accords de partenariat ont été signés dans les secteurs de l'automobile, du textile, de l'agro-alimentaire et du tourisme, ainsi qu'une

convention de coopération entre l'Utica et le Conseil algérien du renouveau économique.

Restructuration de la Société tunisienne de transport des produits miniers

Lundi 8 décembre 2025 s'est tenue une réunion au sujet de la restructuration STTM (Société tunisienne de transport des produits miniers) en présence de la ministre de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie Fatma Thabet Chiboub, du DG de la Compagnie des phosphates de Gafsa (CPG), Abdelkader Amidi et du DG de la STTM, Makram Saâdia.

Les participants ont passé en revue les objectifs de la restructuration de la STTM à savoir l'amélioration de la rentabilité et la modernisation de son parc de machines. Également, la restructuration devra reposer sur la coordination avec la CPG, principal client de la STTM. Pour rappel, la STTM est historiquement en charge de transporter le phosphate brut extrait par la CPG dans le gouvernorat de Gafsa vers les usines de traitement du Groupe chimique tunisien (GCT) dans le gouvernorat de Gabès. Faute d'investissements, la disponibilité des solutions de transport de la STTM s'était dégradée et le phosphate brut progressivement acheminé par voie routière plutôt que par voie ferrée.

Mobilisation syndicale à la CPG : un *sit-in* organisé

Les syndicats du secteur minier de Gafsa ont lancé, le 11 décembre 2025, un *sit-in* ouvert au siège de la Compagnie des phosphates de Gafsa (CPG). Cette mobilisation exprime le mécontentement des salariés face à la non-mise en œuvre d'accords conclus il y a un an entre les représentants syndicaux et la direction. Ce mouvement s'inscrit dans un contexte social marqué, depuis plusieurs années, par des mobilisations récurrentes autour des questions d'emploi, de conditions de travail et de gouvernance de la CPG, reflétant des tensions récurrentes dans une région fortement dépendante de l'activité minière. Pour rappel, la CPG est une compagnie publique ayant le monopole sur l'exploitation du bassin phosphatier du

gouvernorat de Gafsa. Environ 80% du minerai de phosphate extrait par la CPG est livré au Groupe Chimique Tunisien, (GCT) entreprise d'Etat basée à Gabès dédiée à la transformation du concentré de phosphate en acide phosphorique et en engrais phosphatés.

Lancement du chantier de l'hôpital Roi Salman de Kairouan financé par l'Arabie Saoudite

Le ministère de la Santé a officialisé, mercredi 10 décembre 2025, la [signature](#) du contrat de réalisation de l'hôpital universitaire Roi Salman Ben Abdelaziz à Kairouan. Ce projet multidisciplinaire est financé par le Fonds saoudien de développement à hauteur de 85 M USD de dons.

Tableau 1 – Principaux indicateurs structurels de la Tunisie.

	2024	2025 (p)	2026 (p)
PIB nominal, en Mds USD	53	59	60,4
Croissance du PIB réel, en %	1,6	2,5	2,1
Taux d'investissement, en % du PIB	-	-	-
Taux d'épargne, en % du PIB	-	-	-
Taux d'inflation annuel moyen, en %	7	5,9	6,1
Solde budgétaire, en % du PIB	-5,9	-5,3	-5,2
Recettes publiques, en % du PIB	27,9	27,5	27,4
Dépenses publiques, en % du PIB	33,8	32,9	32,6
Dette publique, en % du PIB	83,3	80,6	82,6
Solde courant, en % du PIB	-1,7	-3,1	-3,3
Réserves en devises, en Mds USD	9,2	8,7	7,9
Notation souveraine Fitch/Moody's	CCC+/CAA2 stable	B-/CAA1 stable	-

Source : WEO octobre 2025 (FMI).

Tableau 2 – Principaux indicateurs conjoncturels de la Tunisie.

Indicateurs macroéconomiques	Période	Valeur	Var. par rapport à la période précédente
Croissance trimestrielle du PIB, en g.a. en %	T3 2025	+2,4%	-0,6 p.p.
Taux de chômage, en % de la pop. active	T3 2025	15,4%	+0,1 p.p.
Taux d'inflation mensuel, en %	Nov. 2025	4,9%	0 p.p.
Recettes touristiques cumulées, en M TND	Au 30/11/2025	7 549 M TND	+6,8% en g.a.
Revenus du travail cumulés, en M TND	Au 30/11/2025	7 967 M TND	+6,5% en g.a.
Indicateurs monétaires et financiers	Période	Valeur	Var. en g.a.
Taux d'intérêt directeur, en %	Depuis le 26/03/2025	7,5%	-0,5 p.p.
Réserves de change, en jours d'importations	Au 11/12/2025	105 jours	-10 jours
USD/TND	Au 10/12/2025	2,93	-6,96%
EUR/TND	Au 10/12/2025	3,42	+2,60%

Sources : INS, BCT.

Libye

Première rencontre entre le premier ministre du GUN et l'ambassadeur de France

Le Premier ministre du Gouvernement de l'Unité Nationale (GUN), M. Abdelhamid Dbeiba, a reçu pour un premier entretien l'ambassadeur de France en Libye, M. Thierry Vallat dimanche 7 décembre 2025. Au cours de cette [rencontre](#), le premier ministre du GUN a souligné l'importance de poursuivre l'approfondissement des échanges par les voies officielles afin de garantir une action concertée et de développer des partenariats servant les intérêts des deux nations.

Entretien entre MM. Dbeiba et Vallat :



La BCL a collecté 4,1 Mds USD au titre de la taxe sur les ventes en devises étrangères à fin novembre 2025

La Banque centrale de Libye (BCL) a publié, le 4 décembre 2025, son [rapport](#) sur l'exécution du budget de l'État pour les onze premiers mois de l'année 2025. À fin novembre, les recettes publiques ont atteint 21,9 Mds USD, dont 95% proviennent du secteur pétrolier, à travers les revenus du pétrole (17,7 Mds USD) et les redevances pétrolières (3 Mds USD). En revanche, les recettes fiscales, principalement composées de l'impôt sur le revenu et de l'impôt sur les sociétés, ainsi que les recettes douanières restent marginales, représentant à peine 200 M USD. Par ailleurs, la BCL a indiqué avoir collecté près de 4,3 Mds USD de revenus divers, comprenant notamment des montants perçus au titre de commissions

liées à des services publics rendus par l'État dans certaines municipalités (frais de passeport, immatriculation de véhicules, ect.).

Du côté des dépenses, celles-ci ont atteint à 20,4 Mds USD sur les onze premiers mois de l'année et demeurent dominées par la masse salariale (11,6 Mds USD, soit 57% des dépenses) et les subventions, principalement destinées aux carburants et aux allocations sociales, qui s'élèvent à 6,3 Mds USD (31% des dépenses). Les autres postes demeurent relativement modestes, notamment les dépenses d'investissement qui atteignent seulement 1,4 Md USD, alors que 1,1 Md USD a été engagé pour les dépenses d'acquisition de biens et services.

Par ailleurs, la BCL a indiqué avoir collecté l'équivalent de 4,1 Mds USD au titre de la taxe sur les ventes de devises étrangères. Hors recettes issues de cette taxe, l'excédent budgétaire serait de 1,5 Md USD à fin novembre.

Les dépenses en devises, principalement destinées au paiement des importations, aux transferts personnels et aux versements à certaines entreprises publiques, ont quant à elles atteint 28,5 Mds USD, entraînant une sortie nette de devises de l'ordre de 7,8 Mds USD à fin novembre 2025.

Annonce du règlement unifié sur le forage pétrolier par la NOC

Mardi 9 décembre 2025, M. Massoud Suleiman, PDG de la National Oil Corporation (NOC) a validé le premier règlement unifié sur le forage d'hydrocarbures dans le pays. Selon le [communiqué](#) officiel, ce règlement vise à normaliser les procédures de forage et l'entretien des puits et à améliorer l'efficacité opérationnelle et la sécurité des opérations sur les sites pétroliers pour réduire les risques opérationnels tout en contribuant à réduire les coûts.

Cette charte participe des efforts de normalisation de l'exploitation de la ressource en hydrocarbures par les autorités libyennes. Pour rappel, la NOC a lancé le 3 mars 2025 le premier appel d'offres depuis

2008 pour l'exploration et la prospection dans 22 nouveaux blocs pétroliers au sein des principaux bassins que constituent Syrte, Murzuq, Ghadamès et Cyrénaïque.

Projet d'investissement pour la construction d'une usine pharmaceutique

Le ministère de la Santé du GUN a tenu une [réunion en ligne](#) avec des représentants du ministère de l'Économie et plusieurs investisseurs privés pour examiner une initiative nationale visant à créer une usine pharmaceutique en Libye, dans le cadre de sa stratégie de localisation de l'industrie pharmaceutique et de promotion des investissements dans ce secteur. Les participants ont passé en revue les détails du projet, présenté par Azhar Saoudi Company, un conglomérat saoudien dont le siège se situe à La Mecque.

Tableau 3 – Principaux indicateurs structurels de la Libye.

	2024	2025 (p)	2026 (p)
PIB nominal, en Mds USD	48,4	48	49,2
Croissance du PIB réel, en %	1,9	15,6	4,2
Production pétrolière, en M b/j	-	-	-
Taux d'inflation annuel moyen, en %	2,1	1,8	1,6
Solde budgétaire, en % du PIB	-25,1	-4,3	-1,0
Solde courant, en % du PIB	-4,2	0,9	0,6
Réserves en devises, en Mds USD	82,9	81,5	81,1

Source : WEO octobre 2025 (FMI).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Tunis

Rédaction : SER de Tunis

[Abonnez-vous : S'inscrire](#)

Clause de non-responsabilité – La Direction générale du Trésor s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, elle ne peut en aucun cas être tenue responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.